

Communiqué de presse

19 bd Wallach 68100 MULHOUSE <u>Tel:</u> 03 89 54 92 58 <u>snu68@snuipp.fr</u> http://68.snuipp.fr

Refondation de l'école : vous aviez dit concertation ? Et les enseignants là-dedans ?

Le Ministre de l'Education Nationale, Vincent PEILLON, a présenté son projet de loi d'orientation au CSE le 11 Octobre 2012. Les enseignants et leurs conditions de travail sont les grands oubliés de ce projet de refondation de l'Ecole.

Si on peut se réjouir qu'un certain nombre de points défendus par le SNUipp-FSU sont aujourd'hui au cœur du débat public - comme la revitalisation de l'école maternelle, la réhabilitation de la scolarisation des moins de 3 ans dans les zones sensibles , la mise en œuvre du plus « de maîtres que de classes » (mais dans quelles conditions ?) ou la refonte de la formation des enseignants - les annonces faites par Vincent Peillon hier au CSE sont très loin de nous satisfaire et de répondre aux attentes des personnels qui agissent au quotidien sur le terrain, à savoir les enseignants.

Sans aucune concertation avec cette base, qui aurait dû être la première écoutée, le Ministre a d'ores et déjà lancé le calendrier qui accompagne l'élaboration de **sa** réforme.

Cette réforme se focalise avant tout et essentiellement sur la révision des rythmes scolaires demandée par le Président, mais qui - nous l'avions dit à maintes reprises - ne saurait constituer la recette magique pour améliorer les résultats de l'école.

Beaucoup de points ne sont pas abordés dans les propositions du Ministre. Ils nous paraissent essentiels à la réussite d'une telle réforme et ils ont malheureusement été relégués au second plan voire totalement escamotés. Avant toute décision sur les rythmes, il aurait d'abord fallu parler des programmes scolaires et de leurs contenus, de l'évaluation des élèves, du lien avec les familles, des conditions d'exercice du métier, de la revalorisation salariale des enseignants tant attendue, du fonctionnement et de la direction de l'école, du droit syndical, de la rénovation de l'éducation prioritaire ...

La loi de programmation devrait assurer la priorité en terme de moyens pour les cinq années à venir. Si les besoins en postes sont importants pour réduire le nombre d'élèves par classe, cela ne suffira pas sans formations à la hauteur et sans **retour à des relations apaisées dans**l'institution. Les enseignants doivent pouvoir concentrer toute leur énergie sur leurs missions et les relations aux élèves, aux familles, le travail en équipe...: les injonctions à remplir des documents inutiles et chronophages doivent cesser. Les enseignants sont démunis face à des élèves en grande difficulté qui relèvent d'aides spécialisées. Le rôle des RASED doit être réaffirmé, redéfini et renforcé.

Les annonces médiatiques ne favorisent pas la sérénité dans les salles des maîtres! Les enseignants se posent des questions légitimes sur les conséquences du retour à 4,5 jours pour les élèves comme pour eux. Des engagements devront être pris concernant l'articulation du temps scolaire et périscolaire. Car de fait, il est hors de question que la réforme génère de nouvelles inégalités en matière d'offre éducative en faisant porter son coût sur les collectivités, ou sur les parents. Hors de question aussi que cela dégrade les conditions de vie personnelle et professionnelle des enseignants. Si nous changeons, c'est pour du mieux! Depuis plusieurs mois, le SNUipp-FSU a clairement expliqué qu'il mettrait sur la table l'exigence de l'allègement du temps de service et de la revalorisation salariale.

Mulhouse, le 16 octobre 2012